

DÉTOURNEMENT / Le Groupe d'intervention et les commandos marine sont prêts mais la négociation reste prioritaire

Face aux pirates somaliens la France envoie le GIGN

Préparé à toutes les éventualités, Paris a déployé le GIGN et des commandos marine pour répondre aux divers scénarios après le détournement vendredi d'un trois-mâts de croisière français par des pirates au large des côtes somaliennes. Malgré la mobilisation de militaires, la négociation reste privilégiée pour le gouvernement.

► MOYENS HUMAINS

L'équipe du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) s'est envolée dans la nuit de dimanche à lundi depuis une base de la région parisienne pour rejoindre celle de l'armée française à Djibouti. EL-

Les membres de l'équipage sont bien traités, la situation est calme à bord du navire."

UN PORTE-PAROLE
DE L'ARMATEUR CMA CGM

Il y restera "prépositionnée", à un millier de kilomètres de Garaad, le port somalien devant lequel le *Ponant* est au mouillage depuis dimanche soir. L'équipe de gendarmes d'élite a été déployée dans le cadre du plan *Pirate-mer*, déclenché vendredi par François Fillon après la capture du *Ponant*. Ce plan mobilise également des unités de commandos de marine. "Il n'est pas prévu qu'ils embarquent à bord d'un navire de la Marine nationale pour le moment", a précisé une source proche du dossier.

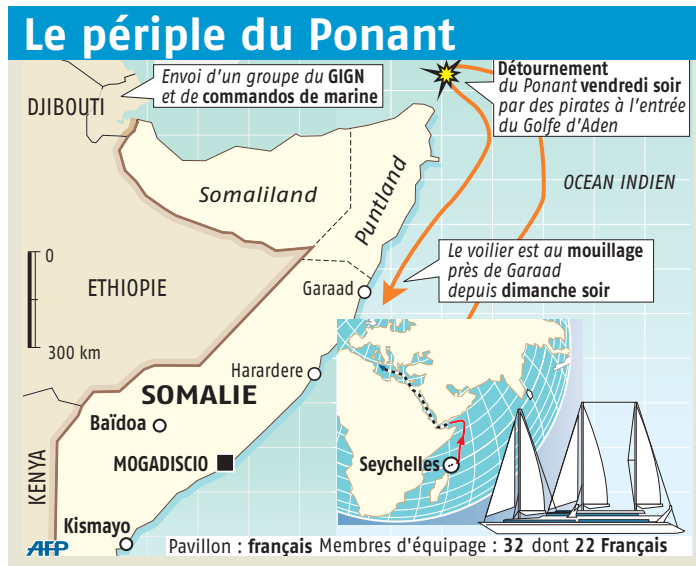


Le ministre des Affaires étrangères et l'armateur CMA CGM l'ont réaffirmé hier : ils veulent trouver une solution négociée au détournement du "Ponant". / PHOTO AFP

► NÉGOCIATIONS

Bernard Kouchner a confirmé qu'un contact "a été établi" avec les pirates somaliens. Les derniers actes de piraterie dans la région se sont "soldés par des règlements et sans effusion de sang", a souligné le ministre des Affaires étrangères. Même si cela peut prendre "énormément de temps" et exiger le versement de rançons importantes, les bateaux sont assurés.

Le gouverneur de la région somalienne autonome de Puntland, Garaad, d'où les pirates lancent généralement leurs raids, s'est déclara-



ré pour sa part favorable à une "attaque de navires de guerre français et américains" contre les ravisseurs. "Il pourrait y avoir des morts pendant l'attaque, mais il est vital de tuer les pirates et d'en finir avec eux pour la paix dans les eaux somaliennes."

► L'ÉQUIPAGE

À l'ancre devant Garaad, au sud de la côte de la région somalienne autonome de Puntland, le voilier français de croisière de luxe, propriété de CMA CGM, reste sous la surveillance étroite

de l'avis français Commandant Bouan, un navire de la marine nationale. Trentaine de membres d'équipage du yacht, dont 22 Français et une Ukrainienne, était toujours à bord dans la matinée. Ils sont "bien traités" et "la situation est calme" à bord, a déclaré un porte-parole de l'armateur. CMA CGM, "comme le gouvernement français, sont mobilisés pour une issue pacifique de la situation. La priorité du groupe CMA CGM est de préserver la sécurité des otages et de dénouer cette crise dans les meilleurs délais." ■

LE TÉMOIGNAGE

de Stéphane Meunier / ex-nageur de combat au commando Hubert

"DES EXERCICES RÉGULIERS DE CONTRE-TERRORISME EN MER"

Engagé dans la marine à 19 ans, Stéphane Meunier a terminé sa carrière par le commando Hubert, basé à Saint-Mandrier dans le Var, l'élite des nageurs de combat. Plusieurs de ses membres ont été dépêchés sur les lieux en vue d'une éventuelle intervention. "Si ce type d'opération en mer est excessivement rare, des exercices réunissant le GIGN et des unités des commandos marine ont lieu deux fois par an", précise Stéphane Meunier. C'est depuis la prise d'otages à bord de l'*Achille Lauro* en 1985 que des scénarios de contre-terrorisme maritime sont imaginés. Ils permettent de valider les procédures appliquées lors d'éventuels assauts. "C'est beaucoup plus compliqué qu'à terre en raison même du milieu d'intervention et parce que l'on choisit le plus souvent d'agir de nuit pour garantir l'effet de surprise", ajoute Stéphane Meunier.

Le suivi du *Ponant* ces trois derniers



/ PHOTO AFP

jours par un hélicoptère et un navire de guerre français a permis "de faire des repérages qui permettront le moment venu de choisir la solution la plus adaptée pour une intervention". Mais avant cela, "on cherche à établir le contact avec les pirates et à entamer des négociations". Stéphane Meunier a le sentiment que "les pirates, dans l'impasse, cherchent une solution pour fuir ce qui expliquerait qu'ils aient immobilisé le bateau. Il n'y aura peut-être donc pas d'intervention". En cas d'échec des négociations, c'est le chef de l'État, en relation constante avec l'état-major des forces spéciales, qui donne le feu vert. Pour aborder le bateau, les hommes peuvent être embarqués à bord d'hélicoptères qui vont les amener à proximité de la cible. Les nageurs de combat ont aussi la possibilité d'utiliser des "tracteurs sous-marins", sorte de torpilles qui les amènent à partir d'un bâtiment de surface devant l'ob-

jectif. "Le propriétaire du bateau a certainement fourni les plans et du matériel très sophistiqué a permis de repérer les zones sensibles du navire. L'opération est conçue de manière à investir rapidement et massivement les parties stratégiques du bateau avec le souci de préserver la vie des otages."

Désormais à la tête d'une société privée spécialisée dans la protection, Stéphane Meunier part en mission la semaine prochaine dans la même zone. "On sait que l'endroit est très dangereux. Les pirates se trouvent à bord de bâtiments au moins aussi gros que leur cible. Par radar, ils repèrent généralement un tanker ou un vraquier. Amenés par de petites embarcations extrêmement rapides, ils opèrent au cours d'une manœuvre, longue et délicate. Une fois à bord, ils demandent une rançon. La piraterie en mer est un mal de plus en plus fréquent." ■

Dominique Arnault

CELLULE DE CRISE

Les familles des membres français de l'équipage du *Ponant* seront reçues aujourd'hui par le président de la République, Nicolas Sarkozy. Une jeune fille de la région, résidant dans les Bouches-du-Rhône, serait parmi les membres de l'équipage. Elle fait partie du personnel embarqué en hôtellerie et aurait rejoint le bateau il y a une semaine. Le Quai d'Orsay et l'armateur, la société CMA CGM, appellent de leur côté à la plus grande réserve concernant les familles pour assurer leur protection. Une cellule de crise a été ouverte au siège de CMA CGM à Marseille afin de les tenir régulièrement informés.

C.E.